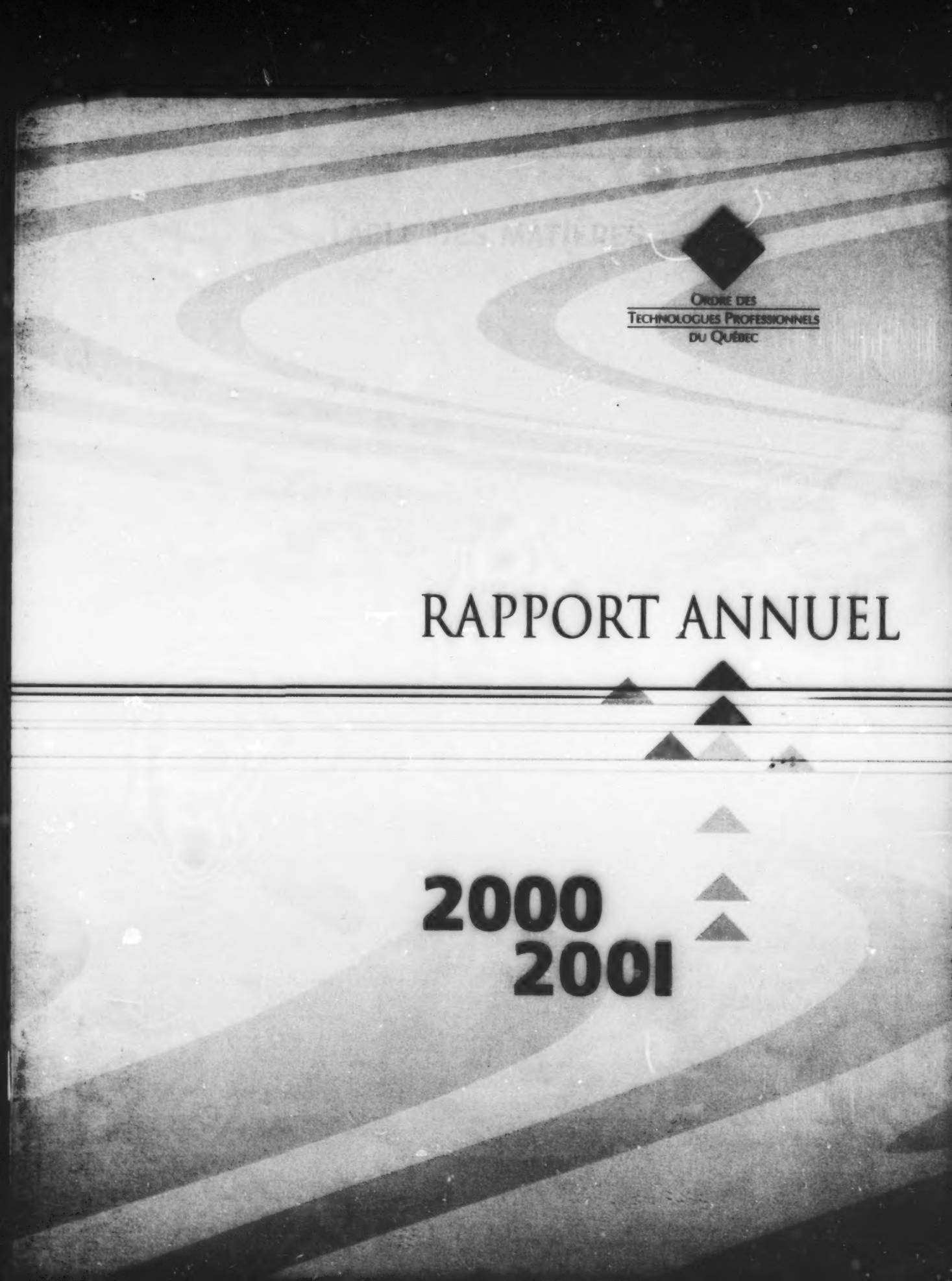

Ordre des
Technologues Professionnels
du Québec
RAPPORT ANNUEL
2000
2001

102-01535/

# TABLE DES MATIÈRES


Rapport du président ..... 3

Rapport d'élections 2001 ..... 6

Rapport des activités du Bureau ..... 7

Rapport des activités du Comité administratif ..... 9

Rapport des comités ..... 10

Rapport des vérificateurs ..... 12

Résultats ..... 13

Évolution des actifs nets ..... 14

Bilan ..... 15

Flux de trésorerie ..... 16

Notes complémentaires ..... 17 à 20

Produits pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 ..... 21

Charges pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 ..... 22 et 23

Prévisions budgétaires 2001-2002 ..... 24

Tableau des membres ..... 25

Composition du Bureau et des comités ..... 26 à 28

*Monsieur Jean-Pierre Charbonneau*
*Président de l'Assemblée nationale*
*Gouvernement du Québec*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre le vingt et unième rapport annuel de l'Ordre des technologues professionnels du Québec pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles et ministre de la Justice,

**Paul Bégin**
Québec, juin 2001

*Monsieur Paul Bégin*
*Ministre responsable de l'application des lois professionnelles et*
*Ministre de la Justice*
*Gouvernement du Québec*

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous soumettre, en votre qualité de Ministre responsable de l'application des lois professionnelles, le rapport annuel de l'Ordre des technologues professionnels du Québec.

Ce rapport annuel couvre l'exercice 2000-2001 (1er avril 2000 au 31 mars 2001).

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le président,

**Alain Bernier, T.P.**
Montréal, juin 2001

*Monsieur Jean K. Samson*
*Président*
*Office des professions du Québec*

Monsieur le Président,

En votre qualité de président de l'Office des professions du Québec, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel de l'Ordre des technologues professionnels du Québec.

Ce rapport annuel couvre l'exercice 2000-2001 (1er avril 2000 au 31 mars 2001).

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président,

**Alain Bernier, T.P.**
Montréal, juin 2001

# RAPPORT DU PRÉSIDENT

L'année 2000-2001 a été particulièrement active au plan de la reconnaissance professionnelle. Devant les tribunaux ou sur la place publique, nous avons systématiquement fait la promotion du droit à l'autonomie professionnelle de nos membres. Un des faits saillants de nos actions publiques aura été l'adoption de la loi 132 modifiant la *Loi sur les architectes*.

## ARCHITECTURE

Cette Loi, adoptée par l'Assemblée nationale le 30 novembre 2000 et entrée en vigueur le 6 décembre de la même année, est le premier chantier à devenir réalité dans le cadre de la Mise à jour du système professionnel québécois proposée par la ministre de la Justice et responsable de l'application des lois professionnelles, Linda Goupil. On se rappellera que la Ministre a présenté en novembre 1999 un plan d'action comportant six projets visant à moderniser les pratiques et les moyens pour assurer la protection du public. Le cinquième projet qu'on retrouve dans son plan d'action comprend deux volets qui touchent directement notre profession : revoir les champs de pratique des architectes (ce qui est fait en bonne partie) et revoir ceux des ingénieurs afin de tenir compte des nouvelles conditions d'exercice.

### FINI LE PLAFOND DES 100 000 $

La Loi 132 qui modifie l'article 16 de la *Loi sur les architectes* abolit finalement le plafond des 100 000 $ qui existait depuis 1973. Il a comme effet de permettre aux technologues de signer et sceller leurs plans et devis de travaux d'architecture en toute autonomie pour la construction, l'agrandissement, la reconstruction, la rénovation ou la modification de l'un des édifices suivants :

**a)** une habitation unifamiliale isolée ;

**b)** une habitation unifamiliale jumelée ou en rangée, une habitation multifamiliale d'au plus quatre unités, un établissement commercial, un établissement d'affaires, un établissement industriel ou une combinaison de ces habitations ou établissements lorsque, après réalisation des travaux, l'édifice n'excède pas deux étages et 300 m² de superficie brute totale des planchers et ne compte qu'un seul niveau de sous-sol ;

Les technologues pourront également signer et sceller des plans concernant la modification ou la rénovation de l'aménagement intérieur de tout édifice ou partie d'édifice, qui n'en change pas l'usage ni n'en affecte l'intégrité structurale, les murs ou séparations coupe-feu, les issues et leurs accès ainsi que l'enveloppe extérieure.

Dès l'entrée en vigueur des modifications à la *Loi sur les architectes*, un programme d'information a été instauré auprès des municipalités afin que nos membres puissent présenter sans embûches leurs plans et leurs devis de travaux d'architecture aux fins de l'obtention de permis.

De plus, la révision du programme collégial de technologie d'architecture — en cours en ce moment — permettra aux nouveaux diplômés en architecture de prétendre à une plus grande autonomie d'action puisque le ministère de l'Éducation du Québec prévoit rehausser et bonifier le contenu de son nouveau programme, notamment en ce qui a trait à la gestion de projets et à la conception architecturale.

## INGÉNIERIE

L'Office des professions du Québec a déposé à la fin mars son document de travail et ses orientations portant sur la révision du champ de pratique des ingénieurs dans le cadre de la Mise à jour du système professionnel

québécois. Nous pouvons d'emblée vous indiquer que l'Office tient compte dans son document des nouvelles conditions d'exercice dans le secteur de l'ingénierie. Le document débute par une bonne synthèse des interventions entendues lors de la Commission parlementaire tenue à l'été 1999 à Québec. On y retrouve aussi une analyse du secteur de l'ingénierie au Québec.

Les deux documents que votre Ordre a remis à l'Office des professions l'automne dernier ont permis aux instances concernées de mieux cerner et de mieux comprendre les actes effectués par l'ingénieur et par le technologue. Ainsi, l'Office des professions conclut à la lumière des informations reçues que l'ingénierie depuis quelques décennies a beaucoup évolué ; par conséquent, la révision des champs de pratique en ingénierie doit prendre en compte cette nouvelle réalité, telle que l'Ordre des technologues professionnels et les entreprises le réclament. Plus spécifiquement, l'Ordre avait indiqué qu'il faut faire preuve de cohérence par rapport à l'ensemble des actions gouvernementales en matière de formation technique, de déréglementation et de mise à jour du système professionnel. L'Ordre soutient et soutiendra toujours que la révision du champ de pratique en ingénierie ne doit pas limiter la latitude des entreprises dans le choix d'un professionnel sinon le Québec risque d'entraver l'organisation moderne du travail et de réduire de facto la compétitivité des entreprises québécoises.

L'Office des professions du Québec, maintenant que son document a été déposé, entend mettre sur pied un comité d'experts en ingénierie qui aura à proposer des solutions en vue de répondre à la mise à jour du champ de pratique de l'ingénierie. Par la suite, l'Ordre aura à se prononcer sur ces avenues et sur la rédaction des textes de la nouvelle Loi qui en découleront. L'Office des professions a jusqu'à maintenant tenu parole dans le cadre de la Mise à jour du système professionnel québécois dans les secteurs nous touchant directement. Cette réforme découle de l'orientation du gouvernement de procéder à un allégement du fardeau réglementaire et administratif régissant les ordres professionnels, les entreprises et les citoyens. La révision du secteur de l'ingénierie est l'un de ces projets. Il s'agit tout de même du plus vaste secteur d'activité professionnelle au Québec mis à part la santé. De là à conclure que le gouvernement s'apprête à reconnaître l'apport et la compétence des technologues dans ce vaste secteur des sciences et de la technologie pour lequel nous avons été formés, nous sommes loin de la coupe aux lèvres. Il reste beaucoup de chemin à parcourir. Chose certaine, nous demeurons disponibles auprès des instances concernées afin de contribuer à une vision éclairée de la pratique de l'ingénierie en ce début du troisième millénaire.

## Génie électrique

Dans le dossier du génie électrique, l'Ordre a participé à la première étape de la consultation menée par Emploi-Québec concernant la révision des métiers réglementés, dont celui d'électricien. Nous avons maintenu notre position selon laquelle les technologues professionnels doivent être exemptés de cette réglementation, puisqu'ils possèdent déjà la formation adéquate et sont, au surplus, encadrés par le système professionnel. Dans le secteur de la construction, les discussions se sont intensifiées avec la Commission de la construction du Québec qui travaille également depuis quelques mois à modifier ses règlements concernant ses diverses « cartes de compétence ». L'Ordre a également été partie prenante aux travaux de la Régie du bâtiment du Québec visant à élaborer le chapitre Électricité du Code de construction et à adopter une définition de la notion d'installation électrique plus moderne et plus restreinte que celle contenue à la Loi sur les installations électriques qui, elle, sera abolie.

## Concours du XX$^{e}$ siècle

Dans le cadre de notre 20$^{e}$ anniversaire de fondation, nous avons lancé l'automne dernier le concours *Nommez l'innovation technologique québécoise du XX$^{e}$ siècle* qui visait à identifier l'innovation québécoise qui a eu un impact majeur sur la qualité de vie des citoyens, sur le développement technologique subséquent et sur l'économie québécoise en général. Ce concours a été organisé avec l'aide du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec, de la Fédération des cégeps et d'entreprises privées. Dix innovations ont été soumises au vote des technologues et de leurs employeurs, des étudiants en technologie et des bénévoles de notre organisme. Le concours a remporté un vif succès et a obtenu une très bonne couverture médiatique. Nous sommes fiers d'avoir contribué à mieux faire connaître le patrimoine scientifique et technologique du Québec tout en associant notre organisme et nos membres à une campagne à forte

connotation *high tech* auprès du public. Outre l'innovation technologique québécoise gagnante toutes catégories, la **ligne à 735 kV d'Hydro-Québec** et la mention spéciale décernée au **bras canadien** de l'Agence spatiale canadienne et ses partenaires québécois, il y avait l'avion citerne CL-215 de Bombardier-Canadair, le barrage Daniel-Johnson d'Hydro-Québec, le biberon avec sac à usage unique de M. Jean Saint-Germain et commercialisé par Playtex, les éléments liés à la télévision couleur de Marconi Canada, le logiciel d'animation 3D pour le cinéma de M. Daniel Langlois de Softimage, le modèle spectral opérationnel dans les logiciels de prévisions météo de M. André Robert d'Environnement Canada, la motoneige de M. Joseph-Armand Bombardier ainsi que la radio en modulation d'amplitude (radio AM) de M. Réginald Aubrey Fessenden.

## Services aux membres

Notre service des communications a réalisé au cours de la période quatre revues Le Technologue. Le service a aussi produit le Techno-Guide à l'intérieur duquel on retrouve l'annuaire des membres par ordre alphabétique, par technologie d'admission, par technologie de travail et le Code de déontologie.

L'Ordre a mis en place le service d'envoi aux membres et aux étudiants affiliés par courriel et par fax diminuant ainsi les coûts d'envois postaux. Ce service est très apprécié puisque les membres et les étudiants affiliés sont informés rapidement des dossiers actifs en plus d'être consultés à diverses occasions.

## Bourses et prix d'exposition

Dans le cadre de notre programme de bourses, les six Méritas et le prix de l'Excellence ont été remis en région dans les collèges mêmes des titulaires. Le prix de l'Excellence 2000, assorti d'une bourse de 1 000 $ a été accordé à Marie Minville, étudiante affiliée, technologie de l'architecture du Collège de Rimouski. Les six autres bourses Méritas de 500 $ chacune ont été remises à :

- Michaël Lemieux, étudiant affilié, technologie de l'électronique, cégep de Jonquière ;
- Simon Michaud, étudiant affilié, gestion et exploitation d'entreprise agricole, Institut de technologie agroalimentaire de La Pocatière ;
- Dominic Michaud, étudiant affilié, mécanique du bâtiment, cégep de Rimouski ;
- Rémy Leclerc, étudiant affilié, transformation des matières plastiques, cégep Ahuntsic ;
- Frédéric Boucher, étudiant affilié, aménagement forestier, cégep de Chicoutimi ;
- Marie-Ève Cyr, étudiante affiliée, gestion des textiles, option fabrication, cégep de St-Hyacinthe.

De plus, les regroupements régionaux et technologiques de l'Ordre ont distribué plus de 3 450 $ en prix d'exposition et mentions dans les différents cégeps du Québec. Toutefois, l'Ordre a décidé de constituer un comité ad hoc pour réviser le programme de bourses et des prix d'exposition.

## Regroupements

Les présidents des regroupements ont procédé à une rencontre de travail en avril 2000 à Sainte-Foy afin de mieux planifier leurs activités. La deuxième rencontre annuelle a eu lieu en septembre 2000 lors du congrès. Certains regroupements ont offert différentes activités pour souligner le 20e anniversaire de l'Ordre.

Le regroupement de la foresterie, en collaboration avec l'Ordre, a produit un mémoire concernant le projet de loi 136 modifiant la *Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives*.

Le regroupement de Québec a élaboré la programmation du congrès 2000.

## Le congrès

Le congrès, sous la présidence d'honneur de M. Michel S. Côté, T.P., s'est tenu au Holiday Inn à Sainte-Foy en septembre 2000 et clôturait les activités du 20e de l'Ordre. Le thème retenu était *Développer les ressources technologiques du Québec* – 2001. Les congressistes ont pu assister au lancement du concours *Nommez l'innovation technologique québécoise du XXe siècle*.

Lors de ce congrès, nous avons rendu hommage à des membres qui se sont distingués. Nous avons remis le prix du Technologue de l'année à Raymond Lach, T.P., le prix du Bénévole de l'année à Serge Toutant, T.P., et le prix Étudiant bénévole de l'année à Charlotte Léger. Le Mérite de l'innovation technologique a été décerné à Richard Gill, T.P. Enfin, le Mérite du Conseil interprofessionnel

du Québec a été attribué à Jean-Yves Giguère, T.P.

## ADMINISTRATEURS ET LOBBY

Nous avons tenu les réunions statutaires des administrateurs de l'Ordre. Huit réunions du Comité administratif ont eu lieu en plus d'une réunion de planification au mois d'août 2000 et quatre réunions du Bureau.

*Le président,*

Alain Bernier, T.P.

# RAPPORT D'ÉLECTIONS 2001

Conformément au Code des professions ainsi qu'à notre règlement sur les modalités d'élections, un avis d'élection et de mise en candidature a été envoyé aux membres entre les 1er janvier et 15 février 2001.

Cinq postes dans trois régions étaient en élection.

Dans la région 01, 11, un administrateur a été élu sans opposition.

Dans la région 02, deux candidatures ont été reçues. Nous avons donc procédé au scrutin postal pour déterminer l'élu.

Dans la région 13, 14,15, nous avons reçu quatre candidatures. Nous avons donc procédé au scrutin postal pour déterminer les élus.

Le tableau suivant représente les candidatures reçues, les administrateurs élus.

**RAPPORT D'ÉLECTIONS 2001**
**DES ADMINISTRATEURS DU BUREAU DE L'OTPQ**

| RÉGIONS | ADMINISTRATEURS SORTANTS | CANDIDATURES REÇUES | ADMINISTRATEURS ÉLUS |
|---|---|---|---|
| 01,11 Bas Saint-Laurent (1) | Raymond Pelletier, T.P. | Raymond Pelletier, T.P. | Raymond Pelletier, T.P. |
| 02 Saguenay – Lac Saint-Jean (1) | Jacynthe Dufour, T.P. | Daniel Couture, T.P.<br>Jacynthe Dufour, T.P. | Jacynthe Dufour, T.P. |
| 13, 14, 15 Rive-Nord (3) | Bernard Gaudichon, T.P.<br>François Linteau, T.P.<br>Réjean Touchette, T.P. | Bernard Gaudichon, T.P.<br>André-M. Gélinas, T.P.<br>François Linteau, T.P.<br>Réjean Touchette, T.P. | André-M. Gélinas, T.P.<br>François Linteau, T.P.<br>Réjean Touchette, T.P. |

**Denis Beauchamp**
Secrétaire

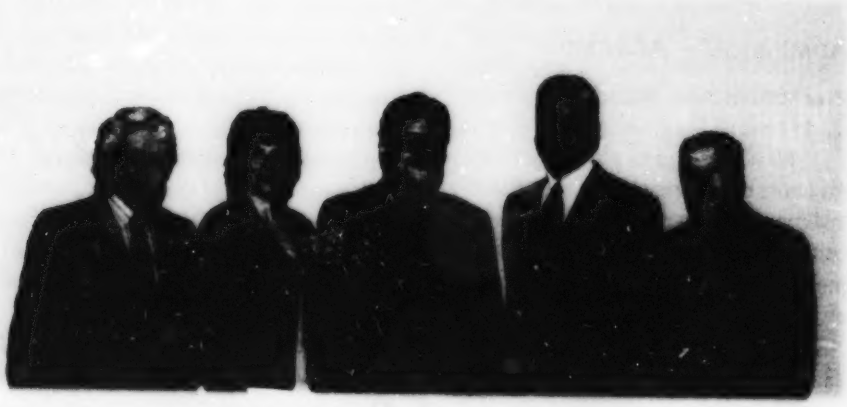
# RAPPORT DES ACTIVITÉS DU BUREAU

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Bureau de l'Ordre a tenu quatre réunions, soit en juin, septembre, décembre 2000 et mars 2001.
Les principales résolutions du Bureau ont été :

- d'adopter tous les procès-verbaux des réunions du Bureau ;
- d'accepter comme nouveaux membres toutes les personnes dont les dossiers ont été étudiés et recommandés au Bureau ;
- de radier du Tableau des membres de l'Ordre les personnes qui n'ont pas versé, dans les délais fixés, la cotisation dont ils sont redevables à l'Ordre ;
- d'adopter les états financiers mensuels de l'exercice 2000-2001 et les prévisions budgétaires pour l'exercice 2000-2001 ;
- de nommer Pierre Yelle, T.P., membre à vie de l'Ordre des technologues professionnels du Québec en raison de son engagement à titre de président de juin 1996 à mars 2000 ;
- d'adopter le rapport du comité d'évaluation continue du travail du syndic en considérant les modifications suivantes : le mandat du syndic sera d'une durée de six ans non renouvelable ; le répondant du syndic sera soit un administrateur nommé ou le secrétaire de l'Ordre ; le nom du comité sera modifié pour le comité de sélection et d'évaluation du syndic ;
- de nommer Jacques Dupré, administrateur nommé, Laval Tremblay, T.P., et Gaston Lavoie, T.P., au nouveau comité de sélection et d'évaluation du syndic pour une durée d'un an ;
- de nommer Michel A. Gougeon, administrateur nommé, répondant du syndic et ce, pour une période d'un an ;
- de mettre fin au mandat du syndic Jean Vargheyi à compter du 16 juin 2000 à 17 heures ;
- de mandater le Comité administratif à procéder pour les conditions de départ du syndic actuel ;
- de demander au syndic adjoint d'assumer l'intérim comme syndic jusqu'à ce que le nouveau syndic soit nommé ;
- d'adopter le programme de plan de surveillance générale pour l'exercice 2000-2001 tel que présenté considérant le budget révisé de 26 600 $ préalablement consenti à l'inspection professionnelle par le Bureau de l'Ordre et considérant également les orientations données au processus d'orientation professionnelle et le cadre d'organisation de l'inspection professionnelle antérieurement entériné par le Bureau de l'Ordre ;
- d'adopter le principe d'une tarification aux membres de l'Ordre désirant obtenir une inspection dans le cadre d'un déménagement vers une autre province et d'une tarification aux membres de l'Ordre devant faire l'objet d'une seconde inspection par suite des recommandations formulées par le comité d'inspection professionnelle et que le Comité administratif rencontre le comité d'inspection professionnelle pour rédiger la grille de tarification ;
- de demander au gouvernement d'ajouter à l'article 4.1 du projet de loi 132 modifiant la *Loi sur les architectes* un paragraphe indiquant que les technologues professionnels puissent exercer jusqu'à 600 mètres carrés dans les secteurs du multilogement, d'affaires, commercial et professionnel compte tenu de leur expertise et de l'encadrement dont ils bénéficient par leur adhésion au système professionnel québécois ;
- de demander au gouvernement de modifier la définition de superficie brute totale des planchers que l'on retrouve au dernier alinéa de l'article 16.2 proposé par l'article 4 du projet de loi 132 modifiant la *Loi sur les architectes*, pour y ajouter à la fin les mots ou l'axe des murs coupe-feu ;
- de nommer François Linteau, T.P., au poste d'administrateur de la région 13, 14, 15, Rive-Nord ;

- de nommer Jean-Yves Archambault, T.P., au poste d'administrateur de la région 06, Montréal ;
- de créer un comité ad hoc pour l'instauration d'un cours sur le code de déontologie composé de Jacynthe Dufour, T.P., de Jean-Luc Archambault, T.P., et d'employés du siège social de l'Ordre ;
- d'adopter les compositions et mandats des comités de l'Ordre tels que modifiés ;
- d'autoriser Richard Legendre, T.Sc.A. à agir au nom de l'Ordre dans le cadre du concours de l'innovation technologique et du soutien à la valorisation de l'invention ;
- de nommer Jean-Guy Slevan,T.P., pour combler le poste vacant de la région 16, Montérégie ;
- d'adopter les recommandations du comité d'admission et d'accréditation ;
- d'adopter le calendrier du comité de sélection et d'évaluation du syndic tel que présenté afin de combler le poste du syndic ;
- de nommer Richard Legendre, T.Sc.A, comme membre du comité de sélection et d'évaluation du syndic en remplacement de Gaston Lavoie, T.P. et de nommer également Henri Laberge comme membre de cedit comité ;
- de recommander aux membres présents à l'assemblée générale annuelle que la cotisation demeure au niveau actuel ;
- qu'en raison des procédures en Cour suprême dans le cas C. Duguay c. OIQ, que l'Ordre ait recours, le cas échéant, à une contribution volontaire de la part de tous ses membres pour créer un fonds de défense au moment jugé opportun ;
- de retenir les services de la firme Gosselin & associés pour l'année 2000-2001 comme vérificateur ;
- de nommer Chenel Lauzier, T.P., syndic de l'Ordre pour une durée limitée de six ans commençant le vendredi 15 décembre 2000 et se terminant le 15 décembre 2006 ;
- de nommer Serge Dumas, T.P., syndic adjoint de l'Ordre pour une durée limitée de six ans commençant le vendredi 15 décembre 2000 et se terminant le 15 décembre 2006 ;
- de nommer Claude Latulippe, T.P., syndic adjoint de l'Ordre pour une durée limitée de six ans commençant le vendredi 15 décembre 2000 et se terminant le 15 décembre 2006 ;
- de modifier les numéros d'appellation de la région Mauricie (04) — Centre-du-Québec (17) du Règlement divisant le territoire du Québec en région aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des technologues professionnels du Québec ;
- d'accepter les deux propositions du comité de l'inspection professionnelle en ce qui a trait à une politique de tarification en matière d'inspection, i.e. que le comité peut exiger un montant de 50 % des frais reliés à plus d'une inspection auprès du même membre et que le comité peut exiger le plein montant d'une inspection à un membre qui demande une inspection dans le cadre d'un transfert de son domicile professionnel vers une autre province ou pays. Le Bureau recommande toutefois qu'un membre inspecté une deuxième fois qui satisferait les critères du comité de l'inspection professionnelle n'ait pas à défrayer les frais de cette deuxième visite ;
- d'envoyer une lettre à l'Office des professions du Québec pour lui signifier que le Bureau de l'Ordre désire que le mandat de Michel A. Gougeon à titre d'administrateur nommé soit prolongé de deux ans ;
- d'accepter la version finale de l'examen portant sur le Code de déontologie et sur le système professionnel ;
- d'autoriser l'Ordre à entreprendre les démarches nécessaires à la mise en application du Programme de développement professionnel ;
- de nommer Germain Thibault, T.P., au poste d'administrateur de la région 05, Estrie ;
- d'accepter les modifications du Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultations des technologues professionnels telles que proposées ;
- d'accepter les modifications au Code de déontologie des technologues professionnels telles que proposées ;
- de tenir le congrès de l'an 2002 dans la région de Montréal ;
- d'appeler le comité d'admission/accréditation dorénavant le comité d'admission et d'agrément.

# RAPPORT DES ACTIVITÉS DU COMITÉ ADMINISTRATIF



***Le Comité administratif 2000-2001***
*De gauche à droite :*
*Henri Labergé, administrateur nommé,*
*Rossana Pettinati, T.P., vice-présidente aux affaires professionnelles,*
*Alain Bernier, T.P., président,*
*Bernard Gaudichon, T.P., vice-président à la promotion,*
*Réjean Touchette, T.P., vice-président aux affaires administratives.*

Pendant l'exercice 2000-2001, les membres du Comité administratif se sont réunis à neuf occasions. Les principales résolutions du Comité administratif, qui diffèrent de celles du Bureau, ont été :

- d'adopter tous les procès-verbaux des réunions du Comité administratif ;
- d'adopter les états financiers mensuels ;
- d'adopter la politique Relations avec les membres (RM) : 3, telle que révisée ;
- d'accorder une allocation annuelle au président de 5 000 $ ;
- d'accepter la demande de l'Ordre des comptables en management accrédité à savoir que le gouvernement augmente les pénalités relatives à l'usurpation de titre et en ce sens que l'OTPQ entreprenne les actions nécessaires ;
- de nommer le président de l'Ordre, Alain Bernier, T.P., le vice-président aux affaires administratives, Réjean Touchette, T.P., et le secrétaire de l'Ordre, Denis Beauchamp, comme les représentants de la SODET à l'égard de tout compte bancaire qu'elle détient ou détiendra. Ces représentants exerceront tous les pouvoirs relatifs à la gestion de la SODET ;
- de créer un poste en communication au siège social de l'Ordre ;
- d'établir cinq mesures de prévention afin de mieux outiller tous les membres de l'OTPQ travaillant en inspection préachat :

  1. que les rapports remis au client soient standardisés dans la mesure du possible ;
  2. que des sessions de formation soient mises sur pied afin de bien expliquer l'utilisation des trois documents rédigés par l'Ordre et l'ACQC ;
  3. que des cours de formation soient offerts dans des secteurs bien définis : ventilation, chauffage, climatisation, fondation, toiture, isolation, électricité, structure, etc. ;
  4. qu'un programme d'encouragement soit instauré pour les membres ayant adopté ou suivi les trois premiers points ci-dessus ;
  5. qu'au prochain Plan de surveillance générale en inspection professionnelle l'on tienne compte des membres offrant leurs services en inspection préachat ;

- d'adopter la politique Ressources humaines (RH) : 6, telle que modifiée ;
- d'adopter le projet d'examen sur le Code de déontologie tel que soumis et de recommander au Bureau de rendre cet examen obligatoire pour toute personne qui deviendra membre lorsqu'il sera en vigueur.

# RAPPORT DES COMITÉS

## ADMISSION – AGRÉMENT

Réalisations 2000-2001 du Comité d'admission

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Comité a tenu sept (7) réunions concernant l'admission de nouveaux membres sur la base d'équivalence de formation.

23 dossiers de candidats à l'admission ont été évalués, 21 candidats ont été acceptés, deux (2) ont été refusés parce que leur formation académique a été jugée insuffisante.

*Jean-Yves Giguère*, T.P.
*Président du Comité d'admission et d'agrément*

## FORMATION DES TECHNOLOGUES PROFESSIONNELS

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Comité de la formation n'a pas tenu de réunion.

*Jean-Yves Giguère*, T.P.
*Président du Comité de la formation*

## DISCIPLINE

*Me Johanne Roy, présidente nommée par le gouvernement*
*Me Jean-Jacques Gagnon, président nommé par le gouvernement à compter du 22 novembre 2000*
*Pierre Bonneville*, T.P.
*Léopold Théroux*, T.P.
*Yves Hugron*, T.P.
*Me Sylvie Lavallée, secrétaire*

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Comité de discipline a rendu une décision sur une requête pour rejet des plaintes par laquelle il a rejeté la requête en irrecevabilité de l'intimé. Le Comité a ensuite procédé à l'audition des trois plaintes portées par le syndic-adjoint de l'Ordre contre le technologue professionnel lui reprochant d'avoir contrevenu aux articles 1, 15, 16, 26, 34, 35, 46 52 alinéas 2 et 7 du *Code de déontologie des technologues professionnels* ainsi qu'à l'article 2 du *Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation des technologues professionnels* et aux articles 114, 116, 122 du *Code des professions*. Les parties ont récemment consenti à ce que le nouveau président continue les causes qui ont été prises en délibéré le 20 avril 2001.

*La secrétaire du Comité*
*Me Sylvie Lavallée*

## INSPECTION PROFESSIONNELLE

*Serge Toutant, président*
*Me Sylvie Lavallée, secrétaire*

En juin 2000, le Bureau a approuvé le programme de surveillance de l'exercice de la profession 2000-2001 soumis par le Comité d'inspection professionnelle par lequel ce dernier souhaitait s'assurer du respect des normes applicables aux technologues dans leur secteur d'activité respectif, du Code de déontologie et de la réglementation de l'Ordre.

À cette fin, le Comité a vérifié principalement la conformité aux règles régissant la tenue des dossiers et des cabinets de consultation. Les visites d'inspection ont été dirigées auprès de technologues ayant obtenu leur diplôme depuis 10 ou 15 ans, oeuvrant en entreprise et exécutant des travaux de nature technique dans les domaines de l'ingénierie ou de l'architecture.

Le Comité d'inspection professionnelle s'est donc adjoint les services d'inspecteurs appelés à travailler de façon interactive avec le Comité afin de bonifier le processus d'inspection et les outils développés pour faciliter leur travail.

Durant le présent exercice financier, le Comité d'inspection professionnelle a rencontré le Bureau à une occasion pour faire état des activités du Comité. De plus, le Comité s'est réuni à quatre reprises pour y entériner 57 rapports d'inspection du précédent et du présent exercice où il a formulé généralement des recommandations visant à corriger certaines anomalies au Code de déontologie et à la réglementation de l'Ordre. Par ailleurs, le Comité a procédé au suivi des recommandations formulées à certains membres. Enfin, le Comité a revu la formulation de ses recommandations et élaboré une politique en cas de réinspection et d'inspection d'un membre souhaitant joindre une autre association provinciale.

## ENQUÊTE PARTICULIÈRE

Le syndic de l'Ordre a adressé au Comité une demande d'enquête

particulière auprès d'un membre. Après avoir reçu les observations du Comité à la suite de l'inspection professionnelle, le syndic a décidé de ne pas maintenir sa demande d'enquête.

*La secrétaire du Comité*
*Me Sylvie Lavallée*

## Révision des plaintes

*Michel A. Gougeon, président nommé par le gouvernement*
*Nicole Robert, T.P.*
*Yvon Germain, T.P.*
*Gervais Lessard*
*Me Sylvie Lavallée, secrétaire*

Le Comité de révision n'a été saisi d'aucune demande de révision.

*La secrétaire du Comité*
*Me Sylvie Lavallée*

## Sélection des prix de l'Ordre

*Paul Burman, T.P., président*
*Marcel Ayotte, T.P., membre*
*André M. Gélinas, T.P., membre*
*Francine Lapointe, secrétaire*

En 2000-2001, le Comité a tenu quatre réunions. Lors de ces réunions, le Comité a sélectionné parmi les 157 candidatures reçues les gagnants du prix de l'Excellence et des six Méritas. Le Comité de sélection déterminait aussi les gagnants du programme de bourses d'entreprises que coordonne l'Ordre. Les entreprises Appuitech, Cascades East-Angus, Imperial Tobacco Canada limitée, Pratt & Whitney Canada, SGF-Rexfor et Ultramar se sont associées à l'Ordre pour offrir chacune une bourse de 1 000 $ aux étudiants affiliés dans leur domaine respectif.

En plus de voir l'annonce du programme de bourses dans la revue Le Technologue, les étudiants étaient également invités à soumettre leur candidature par le biais de leur cégep.

Le Comité sélectionnait de plus le récipiendaire du Mérite de l'innovation technologique, monsieur Richard Gill, T.P., et décernait les mentions honorifiques suivantes :

**Technologue de l'année :**
monsieur Raymond Lach, T.P.
**Bénévole de l'année :**
monsieur Serge Toutant, T.P.
**Étudiante bénévole de l'année :**
madame Charlotte Léger

## Activités du syndic

Durant la dernière année le Bureau de l'Ordre a nommé un nouveau Syndic en la personne de Chenel Lauzier, T.P. et deux syndics adjoints en messieurs Serge Dumas, T.P. et Claude Latulippe, T.P.. Toutefois le syndic intérimaire, M. Gilles Y. Hamel, T.P., termine certains des dossiers qu'il avait poursuivi à la suite du départ du précédent syndic. Nous voulions ainsi éviter que les clients concernés par ces dossiers n'aient à traiter avec un troisième syndic.

Comme l'année précédente, le domaine de l'architecture continue de faire l'objet de questionnement et de plaintes de la part du public. La grande majorité des activités du syndic sont concentrées dans ce domaine.

Le secteur de l'inspection pré-achat de bâtiments en est un qui soulève la controverse et l'insatisfaction du public. C'est un champ d'activité complexe et très en demande par le public. Il est évident que le public s'y méprend sur le rôle d'un ordre professionnel et les obligations d'un technologue professionnel envers son Code de déontologie. Dans plusieurs cas le syndic a joué le rôle d'informateur sur la profession de technologue, le rôle d'un Ordre professionnel, le contenu du Code de déontologie et la faute déontologique.

| | |
|---|---|
| Demande de renseignements divers | 36 |
| Demande de renseignements dans le but de demander la tenue d'une enquête | 7 |
| Demande de tenue d'enquête | 4 |
| Plainte portée devant le Comité de discipline | 1[1] |
| Demande d'enquête particulière | 3 |
| Différend soumis à la conciliation | 1 |
| Différend soumis au Conseil d'arbitrage des comptes | 0 |
| Différend soumis au Comité de révision | 0 |
| Enquêtes en cours | 4 |
| Enquêtes terminées, décision à venir | 0 |
| Enquêtes terminées, dossiers sans plainte | 5 |
| Dossiers fermés | 4 |

1 La plainte portée devant le comité de discipline est en analyse depuis l'année précédente et le comité est en présentement en voie de décision sur le dossier.

# RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux Membres de

## L'ORDRE DES TECHNOLOGUES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC

Nous avons vérifié le bilan de L'ORDRE DES TECHNOLOGUES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC au 31 mars 2001 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Les chiffres donnés aux fins de comparaison ont été vérifiés par un autre vérificateur.

Gosselin et Associés

Gosselin et associés
Société en nom collectif
Comptables agréés
Montréal, le 26 avril 2001

# RÉSULTATS

## POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2001

| | 2001 | | 2000 |
|---|---|---|---|
| | Budget | Réel | Réel |
| | $ | $ | $ |
| **PRODUITS** (relevé page 10) | | | |
| Cotisations | 944 240 | 938 609 | 934 399 |
| Services rémunérés | 94 367 | 75 609 | 90 660 |
| Autres | 40 393 | 73 762 | 48 037 |
| | 1 079 000 | 1 087 980 | 1 073 096 |
| **CHARGES** (relevé pages 11 et 12) | | | |
| Défense professionnelle | 117 600 | 125 720 | 129 727 |
| Tableau des membres et admissions | 31 350 | 25 492 | 21 693 |
| Inspection professionnelle et formation continue | 26 600 | 7 520 | 12 108 |
| Syndic et discipline | 36 500 | 40 436 | 8 384 |
| Relations avec le milieu | 28 900 | 26 473 | 20 878 |
| Promotion, communication et service aux membres | 139 650 | 162 753 | 172 837 |
| Administrateurs et mandataires | 77 500 | 91 947 | 78 950 |
| Participation des membres | 21 200 | 18 206 | 20 915 |
| Gestion et soutien | 184 700 | 182 902 | 184 220 |
| | 664 000 | 681 449 | 649 712 |
| Salaires et avantages sociaux | 410 000 | 402 235 | 408 086 |
| | 1 074 000 | 1 083 684 | 1 057 798 |
| **EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES** | **5 000 $** | **4 296 $** | **15 298 $** |

# ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
## POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2001

| | 2001 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Fonds d'administration** | **Fonds d'immobilisations** | **Fonds de réserve** | **Fonds de stabilisation et de réduction de la cotisation** | **Total** |
| | **$** | **$** | **$** | **$** | **$** |
| **SOLDE AU DÉBUT** | (17 054) | 49 839 | 113 100 | 8 128 | 154 013 |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges | 21 751 | (17 455) | – | – | 4 296 |
| Acquisition d'immobilisations | (22 525) | 22 525 | – | – | – |
| **SOLDE À LA FIN** | **(17 828) $** | **54 909 $** | **113 100 $** | **8 128 $** | **158 309 $** |

| | 2000 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Fonds d'administration** | **Fonds d'immobilisations** | **Fonds de réserve** | **Fonds de stabilisation et de réduction de la cotisation** | **Total** |
| | **$** | **$** | **$** | **$** | **$** |
| **SOLDE AU DÉBUT** | (42 668) | 60 155 | 113 100 | 8 128 | 138 715 |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges | 32 990 | (17 692) | – | – | 15 298 |
| Acquisition d'immobilisations | (7 376) | 7 376 | – | – | – |
| **SOLDE À LA FIN** | **(17 054) $** | **49 839 $** | **113 100 $** | **8 128 $** | **154 013 $** |

# BILAN
## AU 31 MARS 2001

| | 2001 | | | | | 2000 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Fonds d'administration | Fonds d'immobilisations | Fonds de réserve | Fonds de stabilisation et de réduction de la cotisation | Total | Total |
| | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| **ACTIF À COURT TERME** | | | | | | |
| Encaisse et dépôts à terme - note 4 | 483 141 | – | – | – | **483 141** | 440 686 |
| Débiteurs - note 5 | 22 506 | – | – | – | **22 506** | 24 864 |
| Créances interfonds | – | – | 113 100 | 8 128 | **121 228** | 121 228 |
| Frais payés d'avance | 46 872 | – | – | – | **46 872** | 50 046 |
| | 552 519 | – | 113 100 | 8 128 | **673 747** | 636 824 |
| **PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE** au coût - note 6 | 125 336 | – | – | – | **125 336** | 121 125 |
| **IMMOBILISATIONS** - note 7 | – | 54 909 | – | – | **54 909** | 49 839 |
| | **677 855 $** | **54 909 $** | **113 100 $** | **8 128 $** | **853 992 $** | **807 788 $** |
| **PASSIF À COURT TERME** | | | | | | |
| Créditeurs - note 9 | 162 440 | – | – | – | **162 440** | 169 028 |
| Cotisations perçues d'avance | 412 015 | – | – | – | **412 015** | 363 519 |
| Créances interfonds | 121 228 | – | – | – | **121 228** | 121 228 |
| | 695 683 $ | – | – | – | **695 683 $** | 653 775 $ |
| **ACTIFS NETS** | | | | | | |
| Investis en immobilisations | – | 54 909 | – | – | **54 909** | 49 839 |
| Affectation d'origine interne | – | – | 113 100 | 8 128 | **121 228** | 121 228 |
| Non grevés d'affectations | (17 828) | – | – | – | **(17 828)** | (17 054) |
| | (17 828) | 54 909 | 113 100 | 8 128 | **158 309** | 154 013 |
| | **677 855 $** | **54 909 $** | **113 100 $** | **8 128 $** | **853 992 $** | **807 788 $** |

**POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

# FLUX DE TRÉSORERIE
## POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2001

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT** | | |
| Excédent des produits sur les charges | 4 296 | 15 298 |
| Éléments sans incidence sur les liquidités | | |
| Amortissement des immobilisations | 17 455 | 17 692 |
| Perte sur disposition de placements | 1 231 | 2 223 |
| | 22 982 | 35 213 |
| Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement | 47 440 | (2 801) |
| | 70 422 | 32 412 |
| **ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT** | | |
| Acquisitions de placements de portefeuille | (19 449) | (42 585) |
| Encaissement de placements de portefeuille | 14 007 | 38 674 |
| Acquisitions d'immobilisations | (22 525) | (7 376) |
| | (27 967) | (11 287) |
| **ÉVOLUTION DES LIQUIDITÉS** | 42 455 | 21 125 |
| **LIQUIDITÉS AU DÉBUT** | 440 686 | 419 561 |
| **LIQUIDITÉS À LA FIN** | **483 141 $** | **440 686 $** |

Les liquidités comprennent l'encaisse et les dépôts à terme.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES
## AU 31 MARS 2001

**NOTE 1 STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS**

L'ORDRE DES TECHNOLOGUES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC est constitué selon le Code des professions du Québec depuis le 30 janvier 1980. L'Ordre est considéré comme un organisme sans but lucratif du point de vue fiscal.

**NOTE 2 PRÉVISIONS FINANCIÈRES**

Les chiffres présentés à l'état des résultats sous la colonne « Budget « sont fournis à titre d'information seulement. Ils n'ont pas fait l'objet d'une vérification et ne sont pas couverts par notre rapport des vérificateurs. Ils représentent le budget révisé du 29 septembre 2000. Le budget initial a été déposé au bureau le 10 mars 2000.

**NOTE 3 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus, incluant les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés relativement aux organismes sans but lucratif. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

**Comptabilité par fonds**

L'ORDRE DES TECHNOLOGUES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

*Fonds d'administration*

Le fonds d'administration est utilisé pour toutes les activités courantes de l'Ordre. Les produits et les charges afférents à la prestation de services et à l'administration sont présentés dans le fonds d'administration.

*Fonds d'immobilisations*

Le fonds d'immobilisations représente les actifs et les charges afférentes aux immobilisations.

*Fonds de réserve*

Lors d'une réunion du bureau en mars 1990, une politique a été révisée et il a été décidé que serait créé un fonds de réserve pour assurer une liquidité en cas de nécessité grave et pour garantir le remplacement des immobilisations désuètes.

*Fonds de stabilisation et de réduction de la cotisation*

Lors d'une réunion du bureau en juin 1998, il a été décidé que serait créé un fonds de stabilisation et de réduction de la cotisation afin de réduire ultérieurement les cotisations des membres.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES
## AU 31 MARS 2001

**NOTE 3 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

**Constatation des produits**

Les apports sont constatés à titre de produits du fonds d'administration dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon les méthodes, les taux et la durée indiqués ci-dessous.

| | Méthodes | Taux/durée |
|---|---|---|
| Mobilier et équipement | Amortissement dégressif | 20 % |
| Équipement informatique | Amortissement dégressif | 30 % |
| Logiciels | Amortissement linéaire | 5 ans |
| Améliorations locatives | Amortissement linéaire | 5 ans |

**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les produits et les charges présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

**NOTE 4 ENCAISSE ET DÉPÔTS À TERME**

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Encaisse | 58 141 | 40 686 |
| Dépôts à terme | 425 000 | 400 000 |
| | **483 141 $** | **440 686 $** |

Les dépôts à terme portent intérêt à des taux variant de 4,80 % à 5,25 % et viennent à échéance au cours du prochain exercice.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES
## AU 31 MARS 2001

**NOTE 5 DÉBITEURS**

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Comptes clients | 9 623 | 16 528 |
| Intérêts courus | 1 458 | 502 |
| Avance à une société sous contrôle commun, sans intérêts ni modalités d'encaissement | 11 425 | 7 834 |
| | **22 506 $** | **24 864 $** |

Risque de crédit

L'Ordre n'est exposé à aucun risque important à l'égard d'un client en particulier ou d'une quelconque tierce partie. L'Ordre évalue la condition financière de ses clients sur une base continuelle et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. L'Ordre établit une provision pour créances irrécouvrables en tenant compte du risque de crédit de clients particuliers, des tendances historiques et d'autres informations.

**NOTE 6 PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE, au coût**

Les placements de portefeuille représentent des fonds mutuels et des parts permanentes Desjardins, dont la juste valeur marchande au 31 mars 2001 est de 120 065 $ (120 756 $ en 2000).

**NOTE 7 IMMOBILISATIONS**

| | 2001 | | | 2000 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| | $ | $ | $ | $ |
| Mobilier et équipement | 193 800 | 176 044 | 17 756 | 20 261 |
| Équipement informatique | 188 234 | 166 045 | 22 189 | 20 148 |
| Logiciels | 73 484 | 60 773 | 12 711 | 5 308 |
| Améliorations locatives | 24 455 | 22 202 | 2 253 | 4 122 |
| | **479 973 $** | **425 064 $** | **54 909 $** | **49 839 $** |

**NOTE 8 FACILITÉS DE CRÉDIT**

L'Ordre bénéficie de facilités de crédit autorisées pour un montant de 150 000 $, portant intérêt au taux de 7,25 % et renouvelables annuellement.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES
## AU 31 MARS 2001

### NOTE 9 CRÉDITEURS

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Comptes fournisseurs | 58 634 | 77 324 |
| Fais courus | 3 608 | 5 500 |
| Salaires et retenues sur salaires | 17 932 | 13 578 |
| Vacances à payer | 21 697 | 22 878 |
| Taxes à la consommation | 52 569 | 43 748 |
| Dépôts sur sceaux et joncs | 2 000 | 2 000 |
| Revenus perçus d'avance | 6 000 | 4 000 |
| | **162 440 $** | **169 028 $** |

### NOTE 10 ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

L'Ordre s'est engagé, en vertu de contrats de location-exploitation pour des locaux et du matériel de bureau, à verser un montant total de 110 848 $ jusqu'en 2006. Les versements minimums exigibles à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

| | |
|---|---|
| 2002 | 65 702 $ |
| 2003 | 22 888 |
| 2004 | 8 616 |
| 2005 | 8 616 |
| 2006 | 5 026 |

### NOTE 11 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'Ordre a agi à titre de fiduciaire pour le compte d'une société sous contrôle. Il a perçu et déboursé des sommes d'argent pour ladite société. Il n'y a eu aucune opération entre la société et l'Ordre au cours de l'exercice.

# PRODUITS

## POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2001

| | 2001 | | 2000 |
|---|---|---|---|
| | Budget | Réel | Réel |
| | $ | $ | $ |
| **COTISATIONS** | 944 240 | 938 609 | 934 399 |
| **SERVICES RÉMUNÉRÉS** | | | |
| Étude de dossiers | 11 500 | 15 030 | 12 690 |
| Revenus de publicité | 65 000 | 39 668 | 60 211 |
| Ventes diverses | 7 000 | 7 906 | 6 892 |
| Ventes de services | 10 867 | 13 005 | 10 867 |
| | 94 367 | 75 609 | 90 660 |
| **AUTRES REVENUS** | | | |
| Congrès | 14 000 | 20 540 | 18 376 |
| Intérêts | 18 500 | 27 492 | 20 821 |
| Sous-location | 4 200 | 4 200 | 4 200 |
| Subvention concours - MRST | – | 17 925 | – |
| Divers | 3 693 | 3 605 | 4 640 |
| | 40 393 | 73 762 | 48 037 |
| | **1 079 000 $** | **1 087 980 $** | **1 073 096 $** |

# CHARGES

## POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2001

| | 2001 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Défense professionnelle** | **Tableau des membres et admissions** | **Inspection professionnelle et formation continue** | **Syndic et discipline** | **Relations avec le milieu** |
| | **$** | **$** | **$** | **$** | **$** |
| Techno-guide | – | – | – | – | – |
| Revue et TP Express | – | – | – | – | – |
| Rapport annuel | – | – | – | – | – |
| Réunions du conseil d'administration et du bureau | – | – | – | – | – |
| Déplacements et représentation | 5 199 | 2 936 | – | 1 833 | 11 510 |
| Cotisations | 14 193 | – | – | – | – |
| Remises aux regroupements | – | – | – | – | – |
| Congrès annuel | – | – | – | – | – |
| Bourses et prix d'exposition | – | – | – | – | – |
| Publicité | – | – | – | – | – |
| Achats de sceaux, joncs et épingles | – | – | – | – | – |
| Divers articles promotionnels | – | – | – | – | – |
| Formation et documentation | – | – | – | 391 | – |
| Concours technologiques | – | – | – | – | – |
| Commissions sur recrutement | – | – | – | – | 7 615 |
| Défense professionnelle et représentation gouvernementale | 79 693 | – | – | – | – |
| Frais juridiques/discipline | – | – | – | 14 565 | – |
| Contentieux | – | – | – | – | – |
| Frais de vérification | – | – | – | – | – |
| Frais de programmation | – | 723 | – | – | – |
| Consultation et sous-traitance | 26 635 | – | – | – | – |
| Honoraires de syndic | – | – | – | 23 110 | – |
| Inspection professionnelles | – | – | 7 520 | – | – |
| Services d'aide à la recherche d'emploi | – | – | – | – | – |
| Papeterie, impression, fournitures | – | 8 262 | – | – | 7 348 |
| Postes et adressages | – | 13 571 | – | – | – |
| Frais de communication | – | – | – | 537 | – |
| Loyer | – | – | – | – | – |
| Entretien de l'équipement | – | – | – | – | – |
| Location d'équipement | – | – | – | – | – |
| Assurances et taxes | – | – | – | – | – |
| Entretien et local | – | – | – | – | – |
| Intérêts et frais de banque | – | – | – | – | – |
| Amortissement des immobilisations | – | – | – | – | – |
| Perte sur disposition de placements | – | – | – | – | – |
| | **125 720 $** | **25 492 $** | **7 520 $** | **40 436 $** | **26 473 $** |
| Salaires et avantages sociaux | | | | | |

| 2001 | | | | | | 2000 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Promotion, communication et services aux membres | Administrateurs et mandataires | Participation des membres | Gestion et soutien | Réel total | Budget | Réel |
| $ | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| – | – | – | – | – | 20 000 | 19 318 |
| 71 194 | – | – | – | 71 194 | 70 500 | 94 828 |
| 2 249 | – | – | – | 2 249 | 2 400 | 2 392 |
| – | 51 063 | – | – | 51 063 | 48 500 | 42 406 |
| – | 40 784 | – | 1 807 | 64 069 | 56 600 | 60 022 |
| – | – | – | – | 14 193 | 16 000 | 16 101 |
| – | – | 18 206 | – | 18 206 | 20 200 | 20 915 |
| 20 752 | – | – | – | 20 752 | 13 000 | 16 775 |
| 9 522 | – | – | – | 9 522 | 10 000 | 13 138 |
| 7 884 | – | – | – | 7 884 | 8 000 | 8 821 |
| 5 201 | – | – | – | 5 201 | 4 375 | 3 625 |
| 1 637 | – | – | 1 533 | 3 170 | 2 875 | 2 032 |
| – | 100 | – | 6 148 | 6 639 | 5 500 | 3 703 |
| 31 400 | – | – | – | 31 400 | – | – |
| – | – | – | – | 7 615 | 7 500 | 5 570 |
| – | – | – | – | 79 693 | 70 000 | 77 331 |
| – | – | – | – | 14 565 | 15 000 | 2 225 |
| – | – | – | – | – | – | 869 |
| – | – | – | 3 000 | 3 000 | 6 000 | 5 500 |
| – | – | – | 1 185 | 1 908 | 2 000 | 1 678 |
| 4 028 | – | – | 210 | 30 873 | 28 400 | 41 028 |
| – | – | – | – | 23 110 | 20 000 | – |
| – | – | – | – | 7 520 | 26 600 | 11 653 |
| 550 | – | – | – | 550 | 1 000 | 515 |
| 8 244 | – | – | 12 088 | 35 942 | 40 550 | 29 083 |
| 92 | – | – | 14 379 | 28 042 | 26 850 | 29 497 |
| – | – | – | 16 809 | 17 346 | 17 500 | 15 420 |
| – | – | – | 56 725 | 56 725 | 57 400 | 55 387 |
| – | – | – | 15 080 | 15 080 | 17 000 | 17 023 |
| – | – | – | 13 089 | 13 089 | 11 400 | 11 300 |
| – | – | – | 14 206 | 14 206 | 15 000 | 14 467 |
| – | – | – | 978 | 978 | 1 000 | 532 |
| – | – | – | 6 979 | 6 979 | 6 350 | 6 643 |
| – | – | – | 17 455 | 17 455 | 16 800 | 17 692 |
| – | – | – | 1 231 | 1 231 | – | 2 223 |
| **162 753 $** | **91 947 $** | **18 206 $** | **182 902 $** | 681 449 | 664 300 | 649 712 |
| | | | | 402 235 | 410 000 | 408 086 |
| | | | | **1 083 684 $** | **1 074 300 $** | **1 057 798 $** |

# PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2001-2002

## (AVRIL 2001 À MARS 2002)

Les prévisions budgétaires ont été préparées par le Comité administratif.
Elles ont été adoptées au Bureau de mars 2001

| | $ |
|---|---|
| **REVENUS** | |
| Cotisations | 971 000 |
| Services rémunérés | 88 000 |
| Congrès | 15 000 |
| Revenus divers | 29 000 |
| **Total des revenus budgétés** | **1 103 000** |
| **DÉPENSES** | |
| Salaires et avantages sociaux | 410 000 |
| Commissions sur recrutement | 7 700 |
| Réunions du Comité administratif et du Bureau | 55 000 |
| Déplacements et représentation | 69 100 |
| Papeterie, impression & fournitures | 47 950 |
| Frais de poste & adressage | 31 200 |
| Revues et T.P. express | 67 100 |
| Techno-Guide | 14 200 |
| Rapport annuel | 2 400 |
| Loyer | 58 200 |
| Entretien du local | 1 000 |
| Assurances/taxes | 15 000 |
| Entretien/équipement | 16 000 |
| Location/équipement | 14 000 |
| Frais de communication | 17 850 |
| Amortissement des immobilisations | 16 300 |
| Intérêts et frais de banque | 6 715 |
| Cours, séminaires et documentation | 5 500 |
| Cotisations | 26 000 |
| Congrès | 14 000 |
| Remise aux regroupements | 20 200 |
| Publicité | 8 000 |
| Bourses et prix d'exposition | 10 000 |
| Frais de programmation | 2 000 |
| Inspection professionnelle | 26 600 |
| Frais juridiques et représentations gouvernementales | 40 000 |
| Frais de vérification | 3 500 |
| Frais de consultations | 48 000 |
| Services d'aide à la recherche d'emploi | 2 000 |
| Achats de sceaux et joncs | 4 200 |
| Articles promotionnels | 1 500 |
| Divers | 2 785 |
| Encadrement des stagiaires | 1 000 |
| **Total des dépenses budgétées** | **1 065 000** |
| **Excédent des revenus sur les dépenses** | **38 000** |

# TABLEAU DES MEMBRES

## INSCRIPTION AU 31 MARS 2001

| | | MEMBRES | ÉTUDIANTS | STAGIAIRES |
|---|---|---|---|---|
| 01 | Bas St-Laurent/Gaspésie | 129 | 26 | 1 |
| 02 | Saguenay/Lac St-Jean | 108 | 44 | 0 |
| 03 | Québec | 355 | 44 | 0 |
| 04 | Mauricie | 290 | 36 | 0 |
| 05 | Estrie | 150 | 34 | 2 |
| 06 | Montréal | 554 | 54 | 8 |
| 07 | Outaouais | 95 | 15 | 1 |
| 08 | Abitibi/Témiscamingue | 90 | 8 | 0 |
| 09 | Côte-Nord/Nouveau-Québec | 40 | 13 | 0 |
| 10 | Nord du Québec | 10 | 3 | 0 |
| 11 | Gaspésie/Iles de la Madeleine | 22 | 10 | 0 |
| 12 | Chaudière-Appalaches | 222 | 27 | 1 |
| 13 | Laval | 242 | 12 | 3 |
| 14 | Lanaudière | 271 | 17 | 2 |
| 15 | Laurentides | 249 | 8 | 4 |
| 16 | Montérégie | 819 | 66 | 2 |
| 1. Hors Québec | | 5 | 0 | 0 |
| 2. Hors Canada | | 27 | 5 | 2 |
| Total des membres | | 3678 | | |
| Total des étudiants | | | 422 | |
| Total des stagiaires | | | | 26 |

## RÉPARTITION DES MEMBRES

| | 2000-2001 | 1999-2000 | 1998-99 |
|---|---|---|---|
| Membres en règle au début de l'exercice | 3656 | 3935 | 4261 |
| + admissions | 505 | 400 | 416 |
| - radiations | 477 | 675 | 735 |
| - décédés | 6 | 4 | 7 |
| Membres en règle à la fin de l'exercice | 3678 | 3656 | 3935 |
| Permis temporaire | 0 | 0 | 0 |

## LA COTISATION

**La cotisation pour l'année 2000-2001 (1er avril 2000 au 31 mars 2001) s'établit comme suit:**

| | |
|---|---|
| Cotisation d'un membre de l'Ordre (T.Sc.A. ou T.P.) | 287 $ |
| Cotisation finissant 1 (1er exercice à l'Ordre) | 95 $ |
| Cotisation finissant 2 (2e exercice à l'Ordre) | 195 $ |
| Cotisation d'un membre sans emploi | 160 $ |
| Cotisation d'un membre aux études à temps plein | 100 $ |
| Cotisation d'un membre retraité | 50 $ |
| Cotisation d'un stagiaire | 132 $ |
| Cotisation d'un étudiant affilié | 20 $ |

# Bureau et comités

## Bureau 2000-2001

### Comité administratif

Alain Bernier, T.P. (06) — Président
Réjean Touchette, T.P. (13, 14, 15) — Vice-président aux affaires administratives
Rossana Pettinati, T.P. (06) — Vice-présidente aux affaires professionnelles
Bernard Gaudichon, T.P. (13, 14, 15) — Vice-président à la promotion
Henri Laberge — Administrateur désigné parmi les membres nommés par l'Office des professions du Québec (OPQ)

### Administrateurs (au 31 mars 2001)

Raymond Pelletier, T.P. (01, 11)
Jacynthe Dufour, T.P. (02)
Richard Legendre, T.Sc.A. (03, 12)
Gilles Miville, T.P. (03, 12)
Laval Tremblay, T.P. (03, 12)
Gaston Lavoie, T.P. (04, 17)
Chenel Lauzier, T.P. (05) jusqu'en octobre 2000
Germain Thibault, T.P. (05) depuis mars 2001
Jean-Yves Archambault, T.P. (06) depuis juin 2000
Richard Gervais, T.P. (06)
Guy Létourneau, T.P. (06)
Ian Lévesque, T.P. (07)
Marc Guimont, T.P. (08)
Angélique Gagné, T.P. (09, 10)
François Linteau, T.P. (13, 14, 15) depuis juin 2000
Jean-Luc Archambault, T.P. (16)
Jean-Guy Slevan, T.P. (16) depuis septembre 2000

### Administrateurs nommés par l'OPQ

Jacques Dupré
Me Nathalie Gagnon
Michel A. Gougeon
Henri Laberge

### Secrétaire

Denis Beauchamp

## Syndic

Jean Varhegyi, T.P. jusqu'à la mi-juin 2000
Gilles-Y. Hamel, T.P. de la mi-juin 2000 à décembre 2000
Chenel Lauzier, T.P. depuis décembre 2000

## Syndic adjoint

Gilles Y. Hamel, T.P.
Serge Dumas, T.P. depuis décembre 2000
Claude Latulippe, T.P. depuis décembre 2000

## Délégué au conseil interprofessionnel du Québec (CIQ)

Alain Bernier, T.P.

## Comités (au 31 mars 2001)

**Inspection professionnelle**
Serge Toutant, T.P. (président)
Liste de membres proposés selon la technologie de travail analysée
Me Sylvie Lavallée (secrétaire)

**Discipline**
Me Johanne Roy (présidente nommée par le gouvernement) jusqu'à la mi-novembre 2000
Me Jean-Jacques Gagnon (président nommé par le gouvernement)
Pierre Bonneville, T.P.
Yves Hugron, T.P.
Léopold Théroux, T.P.
Me Sylvie Lavallée (secrétaire)

**Admission et agrément**
Jean-Yves Giguère, T.P. (président)
Denis Côté, T.P.
Paul O'Borne,T.P.
Diane Montour, T.P. (secrétaire)

**Révision des plaintes**
Michel A. Gougeon, président, administrateur nommé par l'OPQ
Yvon Germain, T.P.
Gervais Lessard
Nicole Robert, T.P.
Me Sylvie Lavallée (secrétaire)

**Sélection des prix de l'Ordre**
Paul Burman, T.P. (président)
Marcel Ayotte, T.P.
André-M. Gélinas, T.P.
Denis Beauchamp (secrétaire)

**Formation des technologues professionnels**
Jean-Yves Giguère, T.P. (président)
Hugues Girardin, T.P.
Lucie Michon, représentante du ministère de l'Éducation
Ginette Ouellette, représentante de la Fédération des cégeps
Roman Letocha, représentant de la Fédération des cégeps
Denis Beauchamp (secrétaire)

**Assurance responsabilité professionnelle**
Deux représentants du courtier
Un membre ad hoc (expert technique au besoin)
Me Sarah Thibodeau (secrétaire)

**Sélection et d'évaluation du syndic**
Jacques Dupré, administrateur nommé par l'OPQ
Henri Laberge, administrateur nommé par l'OPQ
Richard Legendre, T.Sc.A.
Laval Tremblay, T.P.

## Personnel permanent (au 31 mars 2001)

Denis Beauchamp, directeur général et secrétaire de l'Ordre
Me Sarah Thibodeau, directrice des affaires juridiques et professionnelles
Lisette Lavoie, adjointe administrative
Francine Lapointe, agente aux affaires professionnelles
Diane Montour, T.P., chargée d'admission et d'agrément des programmes
Ginette Rhéaume, chargée au Tableau des membres et réceptionniste
Paul Legault, coordonnateur du service à la clientèle
Denis Tremblay, coordonnateur du service à la clientèle
Francis Larin (temps partiel), service de la comptabilité